

Plans et protocoles de sureté dans les laboratoires

09h00-09h30

Régine BIN, Technicienne de Prévention, Direction des Risques Professionnels, Secteur Assistance Reconnaissance M.P, CARSAT SUD-EST – FRANCE

"Modélisation d'apparition d'une maladie professionnelle."

09h30-10h00

Joanne KLAAR WALKER, Conservatrice-Restauratrice de peintures dans le secteur privé, Présidente de "l'AIC Health and Safety Committee", **James ROY SMITH**, ASP, Responsable de la sécurité au sein des établissements de la Smithsonian Institution que sont le "Museum Support Center et le National Museum of Natural History", Membre professionnel du comité de la santé et de la sécurité de l'AIC, **Kathryn A. MAKOS**, MPH CIH, Smithsonian Institution, Bureau de la sécurité, de la santé et de la gestion environnementale – USA

"Le comité de la santé et de la sécurité de l'AIC : initiatives de santé et de sécurité et le Centre de Conservation américain."

10h00-10h30 Pause café

10h30-11h00

Nino BERNAL RAUL, Restaurateur de biens mobiliers, Université pontificale Javeriana de Bogota – COLOMBIE (INTERVENTION ANNULÉE)

"La conservation de l'art numérique, art électronique lance des défis quant au futur avec le développement du monde numérique. Quelles sont les stratégies de futur pour les restaurateurs et conservateurs autour de leurs hybridations technologiques ?"

11h00-11h30

Johnny LUGO VEGA, Professeur, chercheur en conservation – PORTO RICO

"Laboratoires et ateliers de conservation et de restauration d'œuvres d'art et évaluation des risques in situ via le système d'information géographique, SIG."

11h30-12h00

CONCLUSION

Jacques KUMMER, Professeur Honoraire, Université Libre de Bruxelles, BELGIQUE

Buffet froid

Après-midi : excursion, départ d'Odésia à 13h00, bateau à Sainte Maxime 14h40, retour sur Odésia aux alentours de 20h00

Visite guidée de Saint-Tropez – Accès par la mer à partir de Sainte-Maxime

COMITE DE LECTURE

KUMMER Jacques, Professeur honoraire, Université Libre de Bruxelles, BELGIQUE

MIELCAREK Françoise, Conservateur-Restaurateur métal/matériaux composites, Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches, Draguignan, FRANCE. Coordinatrice

PALCZYNSKI Cezary, Institut de médecine du travail, Lodz, POLOGNE

PEROTTI Eléonora, Présidente du centre italien pour l'apprentissage permanent, Rome, ITALIE

REBIERE Jacques, Directeur du Laboratoire de Conservation, Restauration et Recherches, Draguignan, FRANCE. Coordinateur

SEGUEL QUINTANA Roxana, Conservateur en chef, Laboratoire d'Archéologie, centre national pour la conservation et la restauration, Santiago, CHILI

SERRIERE Virginie, Technicienne de Prévention, Caisse de Retraite et de Santé au Travail Sud-Est, Marseille, FRANCE

TALBI Adila, Attachée de Conservation, Musée national du Bardo, Alger, ALGERIE

"Modélisation d'apparition d'une maladie professionnelle"**Régine BIN**

Technicienne de Prévention, Direction des Risques Professionnels, Secteur Assistance Reconnaissance M.P, CARSAT SUD-EST – FRANCE
regine.bin@carsat-sudest.fr

RESUME

Toute activité expose à des risques. Toute activité professionnelle expose à des risques professionnels. Parmi ceux-ci, les accidents liés à des situations dangereuses sont relativement bien appréhendés, on sait repérer de ce qui peut faire mal et à partir de là on peut agir, en fonction des situations, par suppression, isolement, diminution du temps d'utilisation, mise en place de protection, modification des conditions d'utilisation... pour permettre plus de sécurité au poste de travail. Cela est un peu moins vrai pour les maladies survenues du fait du travail... Sont-elles prévisibles ? Sont-elles systématiques ? Peut-on repérer un enchaînement de faits qui expliquent leur apparition ? Et à partir de là, peut-on envisager des améliorations de poste de travail permettant de diminuer leur fréquence d'apparition voire leur apparition ? A ces différentes questions les services de prévention des CARSAT répondent oui. Le sujet présenté ici propose donc d'exposer une modélisation de l'apparition d'une maladie résultant de l'exposition à un risque lors de l'exercice habituel d'une profession, modélisation qui permet la compréhension de l'enchaînement des causes et surtout la recherche de pistes d'amélioration en vue d'une prévention effective.

"Le comité de la santé et de la sécurité de l'AIC : initiatives de santé et de sécurité et le Centre de Conservation américain"**Joanne KLAAR WALKER¹, James ROY SMITH, ASP² and Kathryn A. MAKOS³, MPH CIH**

¹Conservatrice-Restauratrice de peintures dans le secteur privé, Présidente de "l'AIC Health and Safety Committee" – USA
jklaar22@hotmail.com

²Responsable de la sécurité au sein des établissements de la Smithsonian Institution que sont le "Museum Support Center et le National Museum of Natural History", Membre professionnel du comité de la santé et de la sécurité de l'AIC – USA

³Smithsonian Institution, Bureau de la sécurité, de la santé et de la gestion environnementale – USA

RESUME

En tant qu'organisation professionnelle nationale des conservateurs, le comité de la santé et de la sécurité de l'American Institute for Conservation of Historic and Artistic Works (Institut américain de conservation d'œuvres historiques et artistiques, AIC) est chargé d'améliorer les connaissances des membres sur les dangers de sécurité et les problèmes généraux de santé relatifs à la profession de conservateur. Le comité remplit cette

responsabilité formelle en mettant à jour des informations actuelles par des recherches, en collaborant avec des professionnels de santé et d'autres organisations de santé et de sécurité, et en fournissant des informations techniques et pédagogiques aux membres de l'AIC. Comme tous les pays dits développés, les Etats-Unis d'Amérique possèdent des réglementations concernant la sécurité au travail. Au niveau international, des réglementations de cet ordre ont conduit à l'établissement des professions de santé publique, y compris la médecine du travail. Grâce aux données recueillies notamment par l'Organisation Mondiale de la Santé, par l'Organisation Internationale du Travail qui ont publié des études et des normes relatives à la santé environnementale et par les organismes nationaux de normalisation de la santé publique, un ensemble solide de registres des maladies professionnelles et de lignes directrices de surveillance a pu être établi. La création par les Etats-Unis de "l'Occupational Safety and Health Administration" (Administration de la santé et de la sécurité au travail, OSHA) en 1971 est un exemple d'une de ces agences dont la mission est de réduire les blessures des travailleurs et leur exposition à des conditions et à des substances dangereuses. Au niveau national, l'OSHA requiert que les employeurs possèdent un programme de sécurité afin d'éviter les maladies et les blessures sur le lieu de travail. Les employeurs de musée ont à leur disposition de nombreuses ressources dont certaines peuvent être retenues à cette fin. Ce document évalue la façon dont les musées et les institutions culturelles aux Etats-Unis traitent des problèmes de santé et de sécurité auxquels s'exposent leurs employés dans les galeries, les laboratoires de conservation et sur le chantier. Il décrit également les ressources dont bénéficient les institutions universitaires, les institutions privées et les musées affiliés aux agences gouvernementales. Il évoquera également les thèmes concernant le recours à des professionnels et des professionnels de sécurité pour le développement, l'organisation, l'administration, la gestion, l'évaluation, la formation et la mise en application de programmes de santé en laboratoire. De plus, ces professionnels auront également un rôle d'experts techniques afin de conseiller les institutions sur des sujets comme l'amiante, la protection contre les incendies, l'anticipation des catastrophes, les matériaux dangereux, l'irradiation, la protection respiratoire, la manutention, les agents pathogènes transmissibles, les équipements de protection personnelle, la vue et l'audition, le contrôle de l'énergie, la surveillance médicale, l'hygiène industrielle, l'ergonomie, la notification d'incidents et la tenue des registres. Les personnes qui assisteront à cette présentation prendront conscience des réglementations nationales en vigueur aux Etats-Unis, ils acquerront une compréhension des différents moyens avec lesquels les institutions américaines répondent aux besoins de santé et de sécurité de leurs employés, et pourront se faire une idée de ce qu'implique l'engagement professionnel de l'AIC et témoigneront du bien-être de leurs membres. Le document décrira les activités passées du comité de santé et de sécurité de l'AIC afin de sensibiliser les membres de l'AIC et de débattre des projets afin de former les conservateurs et les professionnels des musées aux responsabilités et aux risques liés au domaine de la conservation. Enfin, le document se terminera par un exercice pratique démontrant comment créer un plan de sécurité en laboratoire pour guider les participants de la conférence vers des pratiques de travail plus sûres.

"La conservation de l'art numérique, art électronique lance des défis quant au futur avec le développement du monde numérique. Quelles sont les stratégies de futur pour les restaurateurs et conservateurs autour de leurs hybridations technologiques ?"

Nino Bernal RAUL

Restaurateur de biens mobiliers, Université pontificale Javeriana de Bogota – COLOMBIE
raul.nino@javeriana.edu.co

RESUME

La question sur la sécurité personnelle des conservateurs et des restaurateurs dans la manipulation et les processus d'intervention peut être étudiée dans le cadre du paradigme de biosécurité qui fait actuellement l'objet de débats pour d'autres thèmes, problèmes et domaines de connaissance. C'est sans aucun doute une nouvelle perspective pour la biotechnologie et ses secteurs de convergence avec d'autres sciences et thèmes de frontière dans lesquels doivent se trouver les restaurateurs. La vie artificielle, le média art, le nano art, la science des nouveaux matériaux, la bio-information et même les procédures mettant en jeu des bactéries pour la restauration de façades et de bases édilinaires submergées, et l'utilisation de l'ADN pour la recombinaison avec d'autres matériaux, posent des problèmes complexes, d'ordre scientifique et social, pour nos expériences dans les musées et les institutions de recherche. Les politiques culturelles et d'autres stratégies culturelles sont en retard sur les problèmes actuels comme le réchauffement global, qui aura une incidence directe ou indirecte sur la sécurité personnelle, sur la sécurité des collections et sur l'avenir lui-même de tous les changements numériques, d'interaction et de transfert de créativité dans lesquels nous sommes plongés.

"Laboratoires et ateliers de conservation et de restauration d'œuvres d'art et évaluation des risques in situ via le Système d'information géographique (SIG)"

Johnny LUGO VEGA

Professeur, Scientifique en Conservation – PORTO RICO
johnny.lugovega@upr.edu
johnny.lugo@gmail.com

RESUME

Les laboratoires et ateliers de conservation et de restauration d'œuvres d'art subissent un certain nombre d'activités dangereuses, notamment : la gestion de matières dangereuses, l'utilisation d'outils électriques, les dangers électriques et d'autres risques faisant partie du travail quotidien sur ces sites ou in situ. Ici, à Porto Rico, la sécurité et la santé au travail, ainsi que les aspects environnementaux, sont considérés comme des activités réglementées et doivent être effectués conformément à ces réglementations. De plus, notre situation géographique (dans une zone tropicale) nous expose à des dangers

naturels, tels que des tempêtes tropicales, des ouragans, des incursions de poussières du Sahara, etc. Ces dangers naturels influencent fortement les travaux de conservation et de restauration intérieurs et extérieurs. Nous pouvons observer et conclure que ce profil établit la sécurité professionnelle et l'évaluation des risques environnementaux comme un problème spatial. Un problème spatial nécessite une solution spatiale, voilà pourquoi cette présentation proposera l'utilisation d'un Système intégré d'évaluation des risques et de gestion environnementale, au moyen d'un Système d'information géographique (SIG).

Les intervenants ont leur nom souligné dans les articles